



DÉCLARATION LIMINAIRE DES ÉLU·E·S SAFiP CGT-G FINANCES PUBLIQUES AU COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION LOCAL DU 23 SEPTEMBRE 2024

Ordre du jour :

- 1 – Approbation de PV (pour avis) ;**
- 2 – Observatoire interne (pour information) ;**
- 3 – Bilan de la campagne d'impôt sur le revenu (pour information) ;**
- 4 – Généralisation de l'expérimentation sur les modalités de l'accueil téléphonique (pour information) ;**
- 5 – Point d'étape sur le budget de la DRFIP de Guadeloupe (pour information) ;**
- 4 – Questions diverses.**

Monsieur Le Président,

Ce CSAL se tient dans un contexte national détestable, sur le plan de la politique nationale. La démocratie est tout simplement piétinée, par un Président, sans majorité, sans boussole. Macron vient de nommer un gouvernement, sous surveillance d'un parti politique extrême et raciste, le Rassemblement National.

Lors des dernières élections législatives, la CGT a pris toutes ses responsabilités, en appelant à battre l'extrême droite et à choisir le programme du Nouveau Front Populaire, coalition plus proche des revendications des salariés du privé et des agents de la fonction publique.

La nomination de Michel Barnier (un homme du passé issu d'un parti politique qui n'est que la 4^e force de l'Assemblée Nationale) comme Premier ministre tourne le dos au vote des Françaises et des Français. Le gouvernement est formé autour des presque seuls républicains, aux idées passéistes, nostalgiques, d'un autre temps. Il propose une France recroquevillée sur elle-même. Il rassemble des femmes et des hommes aux idées ultra-libérales et non progressistes.

La démocratie et le vote des citoyens ont été bafoués comme jamais sous la 5^e République, décrédibilisant la classe politique aux yeux des citoyens, dont la défiance envers le président de la République n'a jamais été aussi forte. Le garant des institutions, depuis sa décision de dissolution de l'Assemblée Nationale, de juin 2024, n'a eu de cesse de concocter des manipulations d'arrière-cuisine indignes de la responsabilité qui lui a été confié par les Français. Cette blessure infligée à la démocratie aura de graves conséquences. En 2027, l'incendiaire Macron, devra se souvenir que c'est lui qui, dès 2023, qui avait allumé le feu, dans la maison France.

Alors que les services publics, à commencer par l'hôpital et l'école, sont gravement en danger, on nous promet une nouvelle et violente politique de baisse des dépenses publiques. Les politiques concernées, telles que le travail, la santé, l'éducation, la recherche, l'environnement, devraient pourtant être des priorités absolues. Face au déficit, il faut au

contraire augmenter les recettes ! Or cette solution est systématiquement rejetée, avec un refus dogmatique de mettre sur la table l'imposition des plus riches et la taxation des dividendes qui explosent.

Avec la bénédiction du patronat, Medef en tête, l'aggravation de la politique contre nos droits sociaux est aussi à l'ordre du jour : retraite, assurance chômage, Sécurité sociale... Dans le même temps, tout augmente sauf nos salaires. Et, notre pouvoir d'achat continue à baisser !

SAFIP CGT-G appellera, comme l'ensemble des organisations syndicales, à être en grève, le 1^{er} octobre 2024, pour :

- ▶ augmenter les salaires du privé, le point d'indice dans la fonction publique et les pensions de retraite et assurer enfin l'égalité entre femmes et hommes ;
- ▶ abroger la réforme des retraites et gagner de nouveaux droits ;
- ▶ rénover et financer les services publics, dans tous les territoires, notamment l'école, l'hôpital, l'enseignement supérieur et la transition environnementale ;
- ▶ défendre et développer l'emploi industriel.

Chez nous, en GUADELOUPE ET MARTINIQUE, 15 ans après le mouvement de lutte contre la vie chère (LYANNAJ KONT PWOFITASYON) qui a soulevé la Guadeloupe en 2009, de nouvelles mobilisations contre la vie chère ont été organisées en Martinique et en Guadeloupe, lors de cette rentrée. Elles devraient très rapidement s'intensifier. Les populations vivent une injustice environnementale, médicale, alimentaire et économique inacceptable.

15 ans se sont écoulés, sans que l'État, les Collectivités Territoriales et la grande distribution trouvent des solutions. Mais, cela n'a fait qu'empirer. Selon l'Insee, les écarts de prix entre l'Hexagone et la Martinique sont de 14 % au global, mais de 40 % sur l'alimentaire, 35 % pour la téléphonie ou encore 25 % pour les articles d'entretien et de ménage. En Guadeloupe, les produits alimentaires sont 42 % plus chers qu'en France métropolitaine (Insee Analyses Guadeloupe · juillet 2023 · n° 73). En 2022, l'écart de prix entre la Guadeloupe et la France métropolitaine atteint +16 %.

Et, ce n'est pas la baisse de -9,2 % du budget des outre-mer, de ce premier gouvernement Barnier, qui arrangera la situation de la Guadeloupe. Selon Eric COQUEREL, Président de la commission des Finances, c'est une des plus grosses saignées, alors que les Outre-mers sont dans une situation d'inégalités et de difficultés sans précédent. La lutte contre la vie chère enflamme la Martinique. Et, la Guadeloupe prendra d'ici peu le même chemin, tant les familles, les plus en difficultés, n'arrivent pas à boucler les fins de mois et à tout simplement vivre dans la dignité.

Maintenant, venons-en à notre CSAL.

C'est tout de même extraordinaire, de vouloir parler de dialogue social, lorsque sur 5 points de l'ordre du jour, 1 est pour avis et les 4 autres sont pour information. Nous siégeons, donc côté organisations syndicales, en pantins, en potiches, en figurants. Aucune thématique n'est soumise au vote. Cela ne saurait être du dialogue social. C'est plutôt du domaine de la convention. Mais, SAFIP CGT-G vous portera, la contradiction, chaque fois qu'il lui paraîtra utile de le faire, pour nos publics, pour nos agent·e·s.

I) Sur la GÉNÉRALISATION DU LOGICIEL DE GESTION DES APPELS

Afin d'améliorer l'accessibilité du service par téléphone, un logiciel de gestion des appels était expérimenté au sein des services des impôts des particuliers depuis le mois d'avril. D'abord ponctuelle, sur des plages horaires limitées, l'expérimentation s'est déroulée sur l'ensemble de la plage horaire d'accueil téléphonique. Elle s'est étendue sur l'ensemble de la campagne de déclaration de revenus 2024 et perdure depuis. L'examen des taux de «décroché» constatés durant toute cette phase d'expérimentation vous permet les constats suivants :

- les résultats obtenus seraient très encourageants ;
- le dispositif rencontrerait l'adhésion des agents et de leurs encadrants ;
- la généralisation de l'outil peut être envisagée au sein des SIP.

L'amélioration du taux de décroché se confirmerait avec un taux proche ou supérieur à 70 %, pour les deux services. Des calages techniques et organisationnels restent à mener notamment en ce qui concerne le respect de la norme SRP de décroché en moins d'une minute. Les agents désormais familiarisés avec l'outil, se connectent sans difficulté et les chefs de service accèdent aisément aux différents écrans de suivi. Le temps entre les appels est passé de 2 secondes à 8 secondes. La phase test étant achevée, l'outil sera utilisé désormais par les agents dans le cadre de leurs travaux. Un bilan sera fait en fin d'année dans le cadre d'un suivi du dispositif d'ici la fin de l'année 2024 et les ajustements nécessaires seront opérés.

Vous proposez une information, lors d'un prochain CSAL. SAFiP CGT-G souhaite un CSAL consacré uniquement à l'accueil. Nous sommes conscients de l'impérieuse nécessité d'améliorer les différents modes d'accueil de nos usagers. L'objectif est double: mieux accueillir tout le temps, tous canaux concernés et réduire ainsi l'accueil physique.

II) Analyse de l'observatoire interne

Une partie importante de l'analyse que vous faites de l'observatoire interne est à prendre avec des pincettes. Une augmentation de 9 points des participants, passant de 26 % à 35 % n'est pas significatif. En dessous d'un taux de participation de 40 %, les résultats sont à prendre avec précaution. Nous sommes heureux de remarquer que l'observatoire interne constate la même chose que la SAFIP-CGT-G : l'inquiétude face aux réorganisations de service; face aux conditions de travail la colère a laissé place au désabusement 39 %, la fatigue et l'inquiétude avec une hausse de ces différents indices. Et cela se comprend Mr le Président, le rouleau compresseur du NRP avec ses fusions et fermetures de sites, ainsi que ces diminutions de moyens se traduisent par une réponse négative à cette question. Ma direction évolue dans le bon sens ? A une grande majorité 59 % des agents répondent NON ! C'est dire la défiance des personnels de Guadeloupe vis-à-vis de la stratégie employée.

Pour autant, vos collaborateurs malgré les différentes attaques au statut et aux conditions d'exercice de leurs missions sont attachés à leur emploi. Pour preuve, 61 % sont fiers de travailler pour le ministère et 62 % pour la DRFIP Guadeloupe. Notre administration est essentielle que se soit pour l'économie de notre territoire, la justice fiscale, la bonne marche des collectivités locales tout cela vos collaborateurs en sont conscients.

Les réformes successives, les velléités de changement des horaires variables et les restructurations ont durement entamé la motivation des agents, ils ne se sentent pas acteurs du changement (seuls 21 % pensent le contraire). Les agents ne font que subir les décisions et non pas le sentiment d'être écoutés.

À longueur de HMI, d'échanges informels avec les agents, mais aussi de Groupe de travail ; La CGT FINANCES PUBLIQUES DE GUADELOUPE n'a eu de cesse de relayer ce qu'aujourd'hui l'observatoire interne découvre ; un état d'esprit de vos collaborateurs en berne.

- Motivé 20 % disent que oui, et il le faut pour affronter une base cadastrale en jachère et des CIP à rallongent bien loin des préconisations.
- Confiant : seulement 10 % le sont. L'incertitude est de mise avec des missions qui ne cessent d'évoluer ou de disparaître.
- Enthousiaste : 6 % de réponses plus ou moins positive. Des services qui ferment, une administration fiscale de moins en moins à l'écoute des usagers voilà une partie des causes.

Comment cela peut-il en être autrement. Le statut est mis en pièce, le fonctionnaire dénigré par le gouvernement et son émissaire des basses œuvres, le ministère de la transformation (salaire au mérite, facilitation des licenciements...). Les agents fatigués d'un tel acharnement n'en sont pas moins des agents investis, malgré la tempête de réformes et d'attaques qu'ils subissent.

Ce qui doit nous interpeler et qui mérite que l'on s'y attelle :

- Un moral en berne (agents fatigués, désabusés)
- Une motivation à la baisse
- Une insatisfaction de l'évolution de la Direction
- Une charge de travail mal répartie
- Une qualité de vie au travail en baisse
- Une quantité de stress en augmentation
- Une offre de formation à revoir
- Des managers qui ne sont pas assez au RV (les informations intéressantes sont relayées davantage par les OS / ils ne s'investissent pas assez dans le développement des compétences de leurs agents / ils ne leur font pas assez part de ce qu'ils pensent de leur travail / ils ne les valorisent pas assez / ils ne les accompagnent pas assez)
- Une rémunération pas assez attractive

III) Point d'étape sur le budget de la DRFIP de Guadeloupe

SAFiP CGT-G constate une augmentation en Autorisation d'Engagement (AE) et en Crédit de Paiement (CP). Cette situation n'est pas particulière à la Guadeloupe, puisqu'elle est post COVID, par rapport à 2023. Ces chiffres sont à relativiser. Les chiffres de la formation professionnelle sont en hausse. Cela n'a rien d'étonnant, puisqu'ils étaient en baisse du fait de la crise sanitaire. SAFiP CGT-G déplore qu'il y ait encore beaucoup d'agents qui se voient refuser des formations, dès lors qu'elles sont organisées par des Directions Hexagonales. Les catégories C et B sont les plus exclues de ces formations fléchées non organisées en Guadeloupe. Les promesses de mise en place, en local, des formations souhaitées, par les agents C et B, ne sont que peu réalisées. C'est l'exemple du SIE du Lamentin, où, les agents C et B, nouvellement nommé·e·s, sur une telle structure, attendent depuis plus de 18 mois, une formation métier. Pour SAFiP CGT-G, il faut vite trouver des solutions, d'abord en local. Il n'est pas normal que les A+ soient si peu impliqué(e)s dans la formation locale. La volonté politique exige qu'il y ait une obligation des chefs et responsables de service de s'impliquer plus fortement, pour assurer la formation des agents du département. Et, il n'est acceptable que certain·e·s s'exonèrent de cette responsabilité. La question du « faire venir des formateurs de l'hexagone » n'est pas partagée, par SAFiP CGT-G. Cette formulation est

simpliste et facile. Or, ces mêmes formateurs de l'hexagone sont eux aussi des chefs et responsables de service. D'ailleurs, de plus en plus, leurs Directions refusent leur départ, pour les départements d'outre-mer.

Sur le volet « agent de sécurité », vous préconisez une moindre présence des vigiles sur les sites. Il y a encore beaucoup de réceptions physiques, pour envisager une réduction du niveau de présence des agents de sécurité, sans mettre en danger nos agent·e·s, en première ligne, dans nos accueils. SAFiP CGT-G veillera à ce que vous consolidiez cette ligne budgétaire.

Sur la ligne de fournitures allouées aux services, il existe des points d'amélioration importants. Il existe de plus en plus de services qui se plaignent sur la dotation en papier, et petites fournitures. Ce qui au quotidien est une plaie, pour l'exercice des missions, au sens du quotidien. La liaison demande de fournitures via le BIL et l'accès aux fournitures peuvent être améliorés.

Par ailleurs, il est toujours attendu, pour le plus gros site du département, la mise en place du « gestionnaire de file d'attente ». Or, c'est une promesse qui date de 2 ans au moins. C'est un levier attendu et important, pour poursuivre la nette amélioration de l'accueil au sein des services de Morne-Caruel.

Enfin, on ne peut pas avoir un budget, sans connaître le montant alloué, par agent. Ce type d'élément doit être porté, à la connaissance des représentants des personnels. Il participe à fonder des comparaisons, avec les autres départements. SAFiP CGT-G vous le demande donc.

IV) Les Questions diverses

– Marie-Galante

Une antenne pérenne est installée, à Marie-Galante, sous couvert des services de Morne-Caruel qui apportent leur soutien. Il faut doter l'antenne de ressources humaines suffisantes. Seule une forte volonté politique peut porter la réussite d'un projet d'attractivité de cette antenne. La CGT propose, à l'instar de ce qui existe pour Saint-Martin et Saint-Barthélemy, l'instauration d'une prime de sujétion et d'installation pour les agents qui s'y installeraient, pour une période de 3 années.

Elle vous demande aussi de mieux informer les personnels, sur les postes que vous comptez offrir à cette antenne, avant le mouvement des mutations à venir.

-Formation des agents de Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Où en sommes nous, depuis nos précédentes demandes ? Où en est la convention revisitée avec la COM de Saint-Martin ? Quel hébergement structurant se dessine, pour une meilleure coordination et pilotage des équipes .

Les élu(e)s SAFiP CGT-G -titulaires et suppléants :

Faten THEZENAS, Frédéric TURLET, Cécile BLONDIN, Alyette BEAUJOUR, Bertin CHENILCO, Anthony BANDO, Frédéric STEEVEN, Régine DRACON, Céline DOUCHEMENT, Cathia ARISTEE